

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2008 — 1146

[C — 2008/29195]

29 FEVRIER 2008. — Décret modifiant les titres I^{er}, III, VI, IX et XI du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, 15°, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, les termes « , à soutenir les radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente » sont insérés entre les termes « de création radiophonique » et « et les structures d'accueil ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er}, 33°, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, les termes « dans son autorisation initiale » sont insérés entre les termes « qui dispose » et « d'une seule radiofréquence ».

Art. 3. Dans l'article 1^{er} du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, il est inséré un 33°*bis* rédigé comme suit :

« 33°*bis* Radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente : radio indépendante qui recourt principalement au volontariat et qui, soit consacre l'essentiel de sa programmation à des émissions d'information, d'éducation permanente, de développement culturel et de participation citoyenne, soit consacre l'essentiel de sa programmation à des genres musicaux qui ne figurent pas parmi ceux qui sont les plus vendus ou les plus diffusés; cette radio associe nécessairement des volontaires qu'elle emploie à ses organes de gestion. »

Art. 4. Dans l'article 54, § 2, 1°, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, le texte du point *d*) est remplacé par le texte suivant :

« *d*) le cas échéant, et sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de garantir la diversité linguistique et culturelle, l'obligation de diffuser annuellement au moins 30 % d'œuvres musicales de langue française et au moins 4,5 % d'œuvres musicales émanant de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs indépendants dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale. ».

Art. 5. Dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, il est inséré un article 56*bis* rédigé comme suit :

« Le Collège d'autorisation et de contrôle peut autoriser la fusion :

— Soit de radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente;

— Soit de radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente et de radios indépendantes;

— Soit de radios indépendantes;

— Soit de radios indépendantes et de radios en réseau;

— Soit de radios en réseau.

La fusion ne peut être autorisée que si les radios concernées disposent de radiofréquences destinées à couvrir des zones de service différentes.

Toute fusion impliquant une radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente ne peut aboutir à la perte de cette qualité de la radio issue de la fusion.

L'autorisation est donnée exclusivement pour des motifs de viabilité du projet et à condition de maintenir une relation de proximité avec les publics visés dans les autorisations initiales. L'autorisation est donnée à la demande commune des radios concernées.

Le Collège d'autorisation et de contrôle autorise toute fusion de radios en veillant à assurer une diversité du paysage radiophonique et un équilibre entre les différents formats de radios, à travers l'offre musicale, culturelle et d'information.

Lorsqu'il est saisi d'une demande de fusion de radios, le Collège d'autorisation et de contrôle publie, dans le mois, au *Moniteur belge*, un avis faisant état de cette demande de fusion. Dans le mois de cette publication, toute radio indépendante ou en réseau autorisée ainsi que toute personne justifiant d'un intérêt à agir peut communiquer au Collège d'autorisation et de contrôle tout motif pouvant justifier de ne pas autoriser la fusion.

L'autorisation de fusion est délivrée dans le respect de l'article 7 du décret.

Un nouveau titre d'autorisation est établi conformément à l'article 57 du décret.

La durée de la nouvelle autorisation ne peut excéder la durée de l'autorisation la plus ancienne parmi les radios fusionnées. ».

Art. 6. Dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, il est inséré un article 56*ter* rédigé comme suit :

« Le Collège d'autorisation et de contrôle peut autoriser l'échange d'une ou de plusieurs radiofréquences :

— Soit entre radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente;

— Soit entre radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente et radios indépendantes;

— Soit entre radios indépendantes;

— Soit entre radios indépendantes et radios en réseau;

— Soit entre radios en réseau.

L'échange de radiofréquences ne peut être autorisé que si les radios concernées disposent de radiofréquences destinées à couvrir des zones de service identiques.

L'autorisation est donnée à la demande commune des radios concernées.

Lorsqu'il est saisi d'une demande d'échange de fréquences, le Collège d'autorisation et de contrôle publie, dans le mois, au *Moniteur belge*, un avis faisant état de cette demande d'échange. Dans le mois de cette publication, toute radio indépendante ou en réseau autorisée ainsi que toute personne justifiant d'un intérêt à agir peut communiquer au Collège d'autorisation et de contrôle tout motif pouvant justifier de ne pas autoriser cet échange de fréquences. »

Art. 7. § 1^{er}. Dans l'article 57, § 1^{er}, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, il est inséré un 6^o*bis* rédigé comme suit :

« 6^o*bis* s'il échet, la qualité de radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente; ».

§ 2. Dans l'article 57, § 4, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, il est inséré un 4^o rédigé comme suit :

« 4^o s'il échet, un rapport montrant en quoi le titulaire de l'autorisation a pu justifier le maintien de sa qualité de radio associative et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente. »

Art. 8. Dans l'article 60 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, le texte du point 4^o est remplacé par le texte suivant :

« 4^o le cas échéant, et sauf dérogation motivée accordée par le Collège d'autorisation et de contrôle en vue de garantir la diversité linguistique et culturelle, l'obligation de diffuser annuellement au moins 30 % d'œuvres musicales de langue française et au moins 4,5 % d'œuvres musicales émanant de compositeurs, d'artistes-interprètes ou de producteurs indépendants dont le domicile, le siège d'exploitation ou le siège social est situé en région de langue française ou en région bilingue de Bruxelles-Capitale. »

Art. 9. Dans l'article 62, § 1^{er}, alinéa 3, les termes « prenant cours à la première rentrée scolaire qui suit l'attribution de l'autorisation » sont abrogés.

Art. 10. Dans l'article 105 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, il est inséré un quatrième alinéa rédigé comme suit :

« Lorsqu'il est fait usage des articles 56*bis* et 56*ter*, le Collège d'autorisation et de contrôle peut modifier la liste des radiofréquences par rapport aux radiofréquences initialement attribuées aux radios indépendantes ou en réseau fusionnées ».

Art. 11. § 1^{er}. Le texte de l'article 108 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion est transformé en un § 1^{er}.

§ 2. Dans l'article 108 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, il est inséré un nouveau paragraphe rédigé comme suit :

« § 2. Les radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente sont dispensées du paiement de la redevance visée à l'article 100, § 2. »

Art. 12. L'article 161, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« Le montant de cette participation est de :

— 2.500 € si le chiffre d'affaires de l'éditeur de service est inférieur à 500.000 €;

— 5.000 € si le chiffre d'affaires de l'éditeur de service est supérieur à 500.000 € et inférieur à 1 million €;

— 10.000 € si le chiffre d'affaires de l'éditeur de service est supérieur à 1 million d'€ et inférieur à 2 millions d'€;

— 15.000 € si le chiffre d'affaires de l'éditeur de service est supérieur à 2 millions d'€ et inférieur à 3 millions d'€;

— 30.000 € si le chiffre d'affaires de l'éditeur de service est supérieur à 3 millions d'€ et inférieur à 4 millions d'€.

— Au-delà des 4 millions d'euros de chiffre d'affaires de l'éditeur de service, le montant de la participation augmente de 30.000 € par tranche de 2 millions supplémentaire. »

Art. 13. Dans l'article 162, § 1^{er}, du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion, la troisième colonne du tableau est complétée par l'alinéa 2 suivant :

« Soutien aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente. »

Art. 14. Un article 162*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Le Gouvernement peut attribuer une subvention forfaitaire de fonctionnement aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente. Cette subvention forfaitaire ne peut être calculée qu'en fonction des critères suivants : le recours ou non à des messages de communication commerciale et le mode de diffusion des services.

Le Gouvernement arrête les modalités d'octroi des subventions de fonctionnement aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente.

Les subventions cumulées qui peuvent être octroyées aux radios associatives et d'expression à vocation culturelle ou d'éducation permanente ne pourront excéder un montant total de 100.000 € au profit d'un même bénéficiaire sur une période consécutive de trois années consécutives. »

Art. 15. Un article 162*ter*, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« § 1^{er}. Le Gouvernement peut agréer et subventionner des structures d'accueil pour la création radiophonique après avis de la Commission consultative de la création radiophonique visée à l'article 162*quinquies*.

Pour être agréée, une structure d'accueil pour la création radiophonique doit poursuivre les missions suivantes :

1^o La mission générale de la structure d'accueil est la diffusion, la promotion et la valorisation de la création radiophonique de la Communauté française;

2^o Ses missions particulières sont :

— Favoriser les initiatives en matière de création radiophonique;

— Assurer un encadrement aux auteurs de projets de création radiophonique en intervenant à différents stades de leur réalisation : depuis le scénario jusqu'à la diffusion et la parution. Une attention particulière est réservée à l'encadrement des jeunes diplômés des écoles artistiques en veillant à les mettre en contact avec le secteur professionnel;

— Développer la promotion des émissions de création radiophonique, notamment lors de manifestations publiques telles que festivals et écoutes en public.

Après avis de la Commission consultative de la création radiophonique, le Gouvernement peut retirer l'agrément de la structure d'accueil si celle-ci ne satisfait pas aux conditions de son agrément.

§ 2. Chaque année, au plus tard le 1^{er} mars de l'année qui suit l'exercice concerné, la structure d'accueil communique au Ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions un rapport d'activités et un bilan financier selon les modalités fixées par le Gouvernement.

§ 3. L'agrément n'emporte pas octroi automatique d'une subvention. Toutefois, le Gouvernement peut subventionner les structures d'accueil agréées, sur la base d'un programme prévisionnel annuel d'activité déposé par chaque structure d'accueil. Le montant total de ces subventions ne peut excéder un tiers des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique. 50 % au moins de l'aide octroyée à une structure d'accueil doivent obligatoirement être consacrés à la production et à la promotion des émissions de création radiophonique.

Les subventions au profit d'une même structure d'accueil ne pourront excéder un montant de 200.000 € cumulés calculé sur une période de trois années consécutives.

Le Gouvernement peut octroyer des aides complémentaires visant l'emploi d'un noyau d'agents et la mise à disposition d'infrastructures ou de matériel ».

Art. 16. Un article 162^{quater}, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Le Gouvernement peut affecter, sur avis de la Commission consultative de la création radiophonique une part des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique à des projets visant à :

- Assurer la collecte et la valorisation des archives des services privés de radiodiffusion sonore;
- Assurer la diffusion internationale des émissions de création radiophonique.

Les subventions octroyées à de tels projets ne pourront excéder un montant total cumulé de 200.000 € au profit du même bénéficiaire sur une période de trois années consécutives ».

Art. 17. Un article 162^{quinquies}, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Il est créé une Commission consultative de la création radiophonique.

La Commission rend un avis, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur toute question relative à la création radiophonique.

La Commission rend annuellement un avis préalable sur l'affectation par le Gouvernement d'une part des recettes annuelles du Fonds d'aide à la création radiophonique à des projets visés à l'article 162^{quater} du décret.

Elle rend un avis préalable à l'agrément des structures d'accueil pour la création radiophonique visées à l'article 162^{ter}.

Cette commission se compose de 10 membres effectifs et de 10 membres suppléants désignés par le Gouvernement pour une durée de 4 ans renouvelable une fois.

Les 10 membres effectifs et les 10 membres suppléants sont désignés dans le respect de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Les membres de la Commission consultative de la création radiophonique sont choisis parmi les personnes appartenant à une des catégories suivantes :

- Les sociétés d'auteurs;
- Les associations d'éducation permanente actives dans le secteur audiovisuel;
- Les enseignants en arts de la diffusion et en communication;
- Les professions audiovisuelles en général;
- Les services privés de radiodiffusion sonore.

Le secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son représentant est membre de droit de la commission avec voix consultative.

Deux délégués du Gouvernement assistent aux travaux de la commission avec voix consultative.

Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement de la commission.

La qualité de membre de la commission est incompatible avec l'appartenance à un organisme qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment par la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou tout autre forme de génocide.

Art. 18. Un article 167^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans le décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion :

« Art. 167^{bis}. § 1^{er}. Les demandeurs qui répondent à l'appel d'offre visé à l'article 55 du présent décret et qui émettent un service de radiodiffusion sans autorisation procèdent, selon les cas, à la mise hors service de leur station d'émission de radiodiffusion hertzienne terrestre en modulation de fréquence :

— Le 30^e jour qui suit le jour où le président du CSA a notifié par voie recommandée par la Poste avec accusé de réception aux demandeurs que leur demande n'a pu être prise en considération;

— Le 30^e jour qui suit le jour où le Collège d'autorisation et de contrôle notifie par voie recommandée par la Poste avec accusé de réception aux demandeurs qu'aucune des fréquences ou aucun des réseaux de fréquences par rapport auxquels ils s'étaient portés candidats ne leur a été attribué;

— La veille à minuit du jour de l'entrée en vigueur de l'autorisation portant sur la ou les radiofréquences qu'ils occupent, fixé conformément à l'article 57, § 1^{er}, 10^o, du décret.

§ 2. Sans préjudice de l'article 57, § 1^{er}, 10^o, du décret, les radios indépendantes et les radios en réseau peuvent convenir de la mise en service de tout ou partie des radiofréquences qui leur ont été attribuées, à des dates différentes de leur autorisation. Elles en informent préalablement le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Cette faculté s'éteint de plein droit dix-huit mois après la date visée à l'article 57, § 1^{er}, 10^o précitée.

§ 3. Toute radiofréquence qui n'est pas mise en service dix-huit mois après la date visée à l'article 57, § 1^{er}, 10°, est retirée par le Collège d'autorisation et de contrôle, sauf s'il est démontré que la radio autorisée a pris, en temps utile, toutes les mesures visant à la mise en service de la radiofréquence mais que celle-ci n'a pas encore pu intervenir pour des motifs d'obtention de permis en matière d'urbanisme et d'environnement ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 février 2008.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Enseignement obligatoire,
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances, de la Fonction publique et des Sports,
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

—
Note

(1) *Session 2007-2008.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 509-1. — Amendements de commission, n° 509-2. — Rapport, n° 509-3. Amendements de séance, n° 509-4.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 26 février 2008.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2008 — 1146

[C — 2008/29195]

29 FEBRUARI 2008. — Decreet tot wijziging van de titels I, III, VI, IX en XI van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1, 15°, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, worden de woorden « aan de associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding » ingevoegd tussen de woorden « voor creatie op radio » en de woorden « en aan de ontvangstvoorzieningen ».

Art. 2. In artikel 1, 33°, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, worden de woorden « in zijn oorspronkelijke vergunning » ingevoegd tussen de woorden « die » en « over een enkele radiofrequentie beschikt ».

Art. 3. In artikel 1 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een 33° *bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« 33° *bis* Associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding : zelfstandige radio die hoofdzakelijk een beroep doet op vrijwilligerswerk en die het grootste deel van de programma's ofwel aan informatieuitzendingen, uitzendingen voor permanente opvoeding, voor culturele ontwikkeling en burgerlijke medewerking ofwel aan muziekgenres die niet bij de meest verkochte of de meest uitgezonden behoren, besteedt; deze radio laat noodzakelijk vrijwilligers meewerken die actief zijn binnen de beheersorganen. ».

Art. 4. In artikel 54, § 2, 1°, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt de tekst van punt d) vervangen door de volgende tekst :

« d) in voorkomend geval, behoudens gemotiveerde afwijking toegekend door het College voor vergunning en controle met het oog op het garanderen van de taal- en culturele verscheidenheid, de verplichting ten minste dertig procent Franstalige muziek jaarlijks uit te zenden en ten minste 4,5 procent muziekwerken van componisten, uitvoerende kunstenaars of producenten wier woonplaats, exploitatiezetel of maatschappelijke zetel gelegen is in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. ».

Art. 5. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel 56*bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« Het College voor vergunning en controle kan de toelating geven voor de fusie van :

- ofwel associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding;
- ofwel associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding en zelfstandige radio's;
- ofwel zelfstandige radio's;
- ofwel zelfstandige radio's en netwerkradio's;
- ofwel netwerkradio's.

De fusie kan slechts toegelaten worden als de betrokken radio's over radiofrequenties beschikken die bestemd zijn voor het dekken van verschillende dienstzones.

Elke fusie die een associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding betreft, kan niet leiden tot het verlies van die uit de fusie ontstane radiohoedanigheid.

De vergunning wordt uitsluitend verleend om redenen van levensvatbaarheid van het project en op voorwaarde dat er een nabijheidsrelatie behouden wordt met de publieksgroepen die in de oorspronkelijke vergunningen bedoeld waren. De vergunning wordt verleend op de gemeenschappelijke aanvraag van de betrokken radio's.

Het College voor vergunning en controle laat elke fusie van radio's toe door ervoor te zorgen dat er een verscheidenheid in het radiolandschap zou zijn en een evenwicht tussen de verschillende radioformaten, doorheen het muziek-, cultuur- en informatieaanbod.

Wanneer er een aanvraag voor de fusie van radio's, aan het College voor vergunning en controle voorgelegd wordt, publiceert het, binnen de maand in het *Belgisch Staatsblad* een advies over die fusieaanvraag. Binnen de maand van die bekendmaking kan elke toegelaten zelfstandige of in netwerk zijnde radio alsmede elke persoon die een belang van handelen doet blijken, aan het College voor vergunning en controle elk motief meedelen dat al dan niet de fusie kan motiveren.

De vergunning voor de fusie wordt uitgereikt met inachtneming van artikel 7 van het decreet.

Een nieuw vergunningsbewijs wordt opgesteld overeenkomstig artikel 57 van het decreet.

De duur van de nieuwe vergunning kan de duur van de oudste vergunning onder de gefusioneerde radio's niet overschrijden. »

Art. 6. In het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een artikel *56ter* toegevoegd, luidend als volgt :

- « Het College voor vergunning en controle kan de verwisseling van een of meerdere radiofrequenties toelaten :
- ofwel tussen associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding;
 - ofwel tussen associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding en zelfstandige radio's;
 - ofwel tussen zelfstandige radio's;
 - ofwel tussen zelfstandige radio's en netwerkradio's;
 - ofwel tussen netwerkradio's.

De verwisseling van radiofrequenties kan slechts toegelaten worden als de betrokken radio's over radiofrequenties beschikken die bestemd zijn voor het dekken van dezelfde dienstzones.

De vergunning wordt verleend op de gemeenschappelijke aanvraag van de betrokken radio's.

Wanneer er een aanvraag voor de verwisseling van radiofrequenties, aan het College voor vergunning en controle voorgelegd wordt, maakt het binnen de maand in het *Belgisch Staatsblad* een advies bekend over die aanvraag om verwisseling. Binnen de maand van die bekendmaking kan elke toegelaten zelfstandige of in netwerk zijnde radio alsmede elke persoon die een belang van handelen doet blijken, aan het College voor vergunning en controle elk motief meedelen dat de niet-toelating van die frequentieverwisseling motiveert. »

Art. 7. § 1. In artikel 57, § 1 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een *6°bis* toegevoegd, luidend als volgt : « *6°bis* in voorkomend geval de hoedanigheid van associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding; ».

§ 2. In artikel 57, § 4, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, wordt een *4°* toegevoegd, luidend als volgt : « *4°* in voorkomend geval een verslag dat aantoont waarom de houder van de vergunning het behoud van zijn hoedanigheid als associatieve en expressieradio met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding heeft kunnen rechtvaardigen. »

Art. 8. In artikel 60 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, wordt de tekst van punt *4°* vervangen door de volgende tekst :

« *4°* in voorkomend geval, behoudens gemotiveerde afwijking toegekend door het College voor vergunning en controle met het oog op het garanderen van de taal- en culturele verscheidenheid, de verplichting ten minste dertig procent Franstalige muziek jaarlijks uit te zenden en ten minste 4,5 procent muziekwerken van componisten, uitvoerende kunstenaars of producenten wier woonplaats, exploitatiezetel of maatschappelijke zetel gelegen is in het Frans taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. »

Art. 9. In artikel 62, § 1, 3e lid, worden de woorden « , ingaande vanaf het begin van het eerste schooljaar dat volgt op de toekenning van de vergunning » geschrapt.

Art. 10. In artikel 105 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, wordt een vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Wanneer er gebruik wordt gemaakt van de artikelen *56bis* en *56ter* kan het College voor vergunning en controle de lijst van de radiofrequenties wijzigen tegenover de radiofrequenties die oorspronkelijk toegekend waren aan de zelfstandige radio's of gefusioneerde netwerkradio's. »

Art. 11. § 1. De tekst van artikel 108 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt omgevormd in een § 1.

§ 2. In artikel 108 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt een nieuwe paragraaf toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding worden ervan vrijgesteld de in artikel 100, § 2, bedoelde bijdrage te betalen. »

Art. 12. Artikel 161, § 1, 2e lid, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep wordt vervangen door een lid luidend als volgt :

« Die bijdrage bedraagt :

— 2.500 € als het zakencijfer van de dienstenuitgever minder dan 500.000 € bedraagt;

— 5.000 € als het zakencijfer van de dienstenuitgever tussen 500.000 € en 1 miljoen € bedraagt;

- 10.000 € als het zakencijfer van de dienstenuitgever meer dan 1 miljoen € en minder dan 2 miljoen € bedraagt;
- 15.000 € als het zakencijfer van de dienstenuitgever meer dan 2 miljoen € en minder dan 3 miljoen € bedraagt;
- 30.000 € als het zakencijfer van de dienstenuitgever meer dan 3 miljoen € en minder dan 4 miljoen € bedraagt.
- Boven 4 miljoen € zakencijfer van de dienstenuitgever wordt het bedrag van de bijdrage vermeerderd met 30.000 € per bijkomende schijf van 2 miljoen €.

Art. 13. In artikel 162, § 1, van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep, wordt de derde kolom van de tabel aangevuld met een tweede lid « Steun aan de associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding ».

Art. 14. Een artikel 162*bis*, luidend als volgt, wordt toegevoegd in het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep : « De Regering kan een forfaitaire werkingssubsidie toekennen aan de associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding. Die forfaitaire subsidie kan slechts berekend worden volgens de volgende criteria : het al dan niet beroep doen op commerciële communicatieberichten en de wijze van verspreiding van de diensten.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de toekenning van de werkingssubsidies aan de associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding.

De gecumuleerde subsidies die toegekend kunnen worden aan de associatieve en expressieradio's met een cultureel doeleinde of voor permanente opvoeding zullen het totale bedrag van 100.000 € ten gunste van eenzelfde begunstigde niet mogen overschrijden over een periode van drie opeenvolgende jaren ».

Art. 15. Een artikel 162 *ter*, luidend als volgt, wordt toegevoegd in het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep :

« § 1. De Regering kan onthaalstructuren voor de creatie op radio erkennen en subsidiëren na advies van de Adviescommissie voor creatie op radio bedoeld in artikel 162*quinquies*.

Om erkend te worden, moet een onthaalstructuur voor creatie op radio de volgende opdrachten uitoefenen :

1° De algemene opdracht van de onthaalstructuur is de verspreiding, de promotie en de herwardering van de creatie op radio van de Franse Gemeenschap;

2° Haar bijzondere opdrachten zijn :

— De bevordering van de initiatieven inzake creatie op radio;

— Het garanderen van een omkadering aan de auteurs van projecten inzake creatie op radio door op te treden in de verschillende stappen van hun ontwikkeling : van het scenario tot de verdeling en de verschijning. Er zal bijzonder aandacht besteed worden aan de omkadering van jong gediplomeerden uit kunstscholen door hen in contact te brengen met de beroepssector;

— De ontwikkeling van de promotie van de uitzendingen van programma's voor creatie op radio, inzonderheid bij publieke manifestaties zoals festivals en publieke luisterevenementen.

Na advies van de Adviescommissie voor creatie op radio kan de Regering de erkenning van de onthaalstructuur intrekken als deze niet voldoet aan de voorwaarden van haar erkenning.

§ 2. Elk jaar deelt de onthaalstructuur ten laatste op 1 maart van het jaar volgend op het betrokken jaar aan de Minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort een activiteitenverslag en een financiële stand van zaken mee volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

§ 3. De erkenning heeft niet de automatische toekenning van een subsidie tot gevolg. De Regering kan evenwel de erkend onthaalstructuren subsidiëren; op basis van een jaarlijks voorprogramma van activiteiten voorgelegd door elke onthaalstructuur. Het totale bedrag van die subsidies kan een derde van de jaarlijkse ontvangsten van het Steunfonds voor creatie op radio niet overschrijden. Ten minste 50 % van de steun verleend aan een onthaalstructuur moet verplicht besteed worden aan de productie en de promotie van de uitzendingen voor creatie op radio.

De subsidies voor eenzelfde onthaalstructuur zullen een bedrag van 200.000 € niet kunnen overschrijden berekend over een periode van drie opeenvolgende jaren.

De Regering kan bijkomende bijdragen verlenen voor het aanwerven van een kern van ambtenaren en de terbeschikkingstelling van infrastructuur of materiaal. »

Art. 16. Een artikel 162*quater*, luidend als volgt, wordt toegevoegd in het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep :

« De Regering kan op advies van de Consultatieve commissie voor creatie op radio een deel van de jaarlijkse opbrengsten van het Steunfonds voor creatie op radio besteden aan projecten die het volgende beogen :

— Het garanderen van de verzameling en de valorisering van archieven van privédiensten voor klankradio;

— Het garanderen van de internationale uitzending van programma's voor radiocreatie.

De subsidies toegekend aan zulke projecten zullen een gecumuleerd bedrag van 200.000€ niet kunnen overschrijden ten gunste van dezelfde begunstigde over een periode van drie opeenvolgende jaren ».

Art. 17. Een artikel 162*quinquies*, luidend als volgt, wordt toegevoegd in het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep :

« Er wordt een Adviescommissie voor creatie op radio opgericht.

De Commissie geeft een advies, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, over elke vraag betreffende de creatie op radio.

De Commissie geeft jaarlijks een voorafgaand advies over de bestemming door de Regering van een deel van de jaarlijkse ontvangsten van het Steunfonds voor creatie op radio aan projecten bedoeld in artikel 162*quater* van het decreet.

Zij geeft een advies voorafgaand aan de erkenning van onthaalstructuren voor de creatie op radio bedoeld in artikel 162*ter*.

Deze commissie bestaat uit 10 werkende leden en 10 plaatsvervangende leden aangesteld door de Regering voor een duur van vier jaar, eenmaal hernieuwbaar.

De 10 werkende leden en de 10 plaatsvervangende leden worden aangesteld met inachtneming van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

De leden van de Adviescommissie voor creatie op radio worden gekozen onder de personen die behoren tot een van de volgende categorieën :

- De auteursvennootschappen;
- De verenigingen voor permanente opvoeding, actief in de audiovisuele sector;
- De leraars uitzendings- en communicatiekunst;
- De audiovisuele beroepen in het algemeen;
- De private klankradio-omroepdiensten.

De secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn vertegenwoordiger is van rechtswege lid van de commissie met beraadslagende stem.

Twee afgevaardigden van de Regering nemen deel aan de werkzaamheden van de commissie met adviserende stem.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de werking van de commissie.

De hoedanigheid van lid van de commissie is onverenigbaar met het behoren tot een instelling die de principes van democratie niet eerbiedigt zoals inzonderheid vermeld door het Europees Verdrag tot bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Art. 18. Een artikel 167bis, luidend als volgt, wordt toegevoegd in het decreet van 27 februari 2003 betreffende de radio-omroep : « Art. 167 bis. § 1. De aanvragers die antwoorden op de offerteaanvraag bedoeld in artikel 55 van dit decreet en die een dienst voor radio-omroep uitzenden zonder vergunning, voeren, naargelang van het geval, de buitendienststelling van hun terrestrische uitzendingsstation in frequentiemodulatie uit :

— De 30ste dag volgend op de dag waarop de voorzitter van de CSA bij een ter post per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de aanvragers heeft bekendgemaakt dat hun aanvraag niet in aanmerking werd genomen;

— De 30ste dag volgend op de dag waarop het College voor vergunning en controle bij een ter post aangetekend schrijven met ontvangstbewijs aan de aanvragers heeft bekendgemaakt dat geen enkele frequentie of geen enkel frequentienetwerk die zij hadden aangevraagd hen toegekend werd;

— De dag vóór de inwerkingtreding van de vergunning over de radiofrequentie(s) die zij gebruiken, om middernacht, vastgesteld overeenkomstig artikel 57, § 1, 10° van het decreet.

§ 2. Onverminderd artikel 57, § 1, 10°, van het decreet, kunnen de zelfstandige radio's en de netwerkradio's overeenkomen over de inwerkingstelling van een deel of het geheel van de radiofrequenties die hen werden toegekend, op datums die verschillen van hun vergunning. Zij informeren de Hoge raad voor de audiovisuele sector ervan op voorhand. Deze faculteit verjaart van rechtswege achttien maanden na voornoemde datum bedoeld in artikel 57, § 1, 10°.

§ 3. Elke radiofrequentie die achttien maanden na de datum bedoeld in artikel 57, § 1, 10°, niet in dienst wordt gesteld, wordt ingetrokken door het College voor vergunning en controle, behalve als er aangetoond wordt dat de toegelaten radio op tijd alle maatregelen getroffen heeft voor de inwerkingstelling van de radiofrequentie, maar dat deze nog niet heeft kunnen plaatsvinden omdat de vergunning inzake stedenbouwkunde en milieu niet is verkregen. »

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel op 29 februari 2008.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK.

—
Nota

(1) Zitting 2007-2008.

Stukken van de Raad. — Decreetontwerp nr. 509-1. — Commissieamendementen, nr. 509-2. — Verslag nr. 509-3. — Vergaderingsamendementen, nr. 509-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 februari 2008.